



**CONSEIL DE
L'UNION EUROPÉENNE**

Bruxelles, le 27 septembre 2010

13563/10

CRS/CRP 35

COMPTE RENDU SOMMAIRE

**Subject : 2332ème réunion du COMITE DES REPRESENTANTS PERMANENTS
tenue à Bruxelles le 15 septembre 2010**

SUMMARY

Page

1. Approbation de l'ordre du jour et des points "I" 6

Coreper 1ère partie

I

2. Réponses aux questions écrites posées au Conseil par des membres du Parlement européen
- (a) n° E-3831/10 posée par Ana Gomes
"Mission de l'Union européenne visant à soutenir la réforme du secteur de la sécurité en Guinée-Bissau"
 - (b) n° E-4071/10 posée par Raül Romeva i Rueda
"Impunité des crimes internationaux en Afghanistan"
 - (c) n° E-4127/10 posée par Anne Delvaux
"Factures d'internet à haut débit trop chères"
 - (d) n° E-4199/10 posée par Alain Cadec
"Réforme du pacte de stabilité"
 - (e) n° E-4203/10 posée par Willy Meyer
"Caravane d'observation des droits de l'homme dans l'État d'Oaxaca (Mexique)"
 - (f) n° E-4208/10 posée par Martin Ehrenhauser
"Délégations de l'UE/ambassades"
 - (g) n° E-4251/10 posée par Anna Záborská
"Divorce et séparation de corps - définition du mariage"
 - (h) n° E-4418/10 posée par Ilda Figueiredo et João Ferreira
"Suspension de l'accord d'association UE-Israël"
 - (i) n° E-4426/10 posée par Willy Meyer
"Vente d'armes à la Thaïlande par l'Espagne: violation du code de conduite en matière d'exportations d'armements"
 - (j) n° E-4444/10 posée par Willy Meyer
"Décès de techniciens en environnement qui enquêtaient sur des déchets de Genco Resources Ltd. au Mexique"
 - (k) n° E-4490/10 posée par Giancarlo Scottà
"Négociations commerciales entre l'UE et le Mercosur"
 - (l) n° E-4541/10 posée par Antonyia Parvanova
"Position de l'UE sur la situation au Moyen-Orient après l'affaire de la flottille"
 - (m) n° E-4555/10 posée par Ilda Figueiredo
"Conséquences de la "gouvernance économique""
 - (n) n° E-4582/10 posée par Oreste Rossi
"Fermeture du bureau du HCR en Libye"
 - (o) n° E-5111/10 posée par Michèle Striffler
"Huile de palme et lutte contre la déforestation"
 - (p) n° E-5150/10 posée par Raül Romeva i Rueda
"Règlement européen en matière d'environnement: forages pétroliers et fonds d'urgence en cas d'accident"

- (q) n° E-5320/10 posée par Nessa Childers
"La position de la présidence belge sur la santé mentale"
- (r) n° E-5408/10 posée par Martin Ehrenhauser
"Séminaires de consolidation d'équipe au Conseil"
- (s) n° E-5491/10 posée par Graham Watson
"Soins de santé pour les expatriés"
- (t) n° E-5604/10 posée par Marc Tarabella
"Interdiction de la commercialisation et de l'utilisation du dispositif anti-jeunes
"Mosquito""
- (u) n° E-5607/10 posée par Vincenzo Iovine
"Délocalisation des aéroports qui se trouvent à proximité des agglomérations"
- (v) n° E-5642/10 posée par Rodi Kratsa-Tsagaropoulou
"La crise économique creuse les inégalités économiques"
- (w) n° E-5830/10 posée par Alain Cadec
"Harmonisation des portefeuilles électroniques"
- (x) n° E-5832/10 posée par Alain Cadec
"Mise en oeuvre du formulaire E303 sur le transfert des allocations chômage"
- (y) n° E-5834/10 posée par Alain Cadec
"Avenir de l'objectif "compétitivité régionale et emploi" de la politique de cohésion"
- (z) n° E-5864/10 et E-5866/10 posées par Izaskun Bilbao Barandica
"Statistiques sur le mécanisme d'alerte précoce"
"Mécanisme d'alerte précoce"
- (aa) n° E-5958/10 posée par Christophe Béchu
"Valorisation de la filière viticole européenne"
- (bb) n° E-5967/10 posée par Christophe Béchu
"Assouplissement du yuan"
- (cc) n° E-5968/10 posée par Christophe Béchu
"Bilan de la présidence espagnole du Conseil de l'Union européenne"
- (dd) n° E-6010/10 posée par Christophe Béchu
"Émission de billets d'un euro"
- (ee) n° E-6013/10 posée par Christophe Béchu
"Google Street View, protection de la vie privée et confidentialité des données
collectées"
- (ff) n° E-6052/10 posée par Christophe Béchu
"Nouveau logo "bio" de l'Union européenne"
- (gg) n° E-6053/10 posée par Christophe Béchu
"Modalités de répartition des nouveaux députés au Parlement européen"
- (hh) n° E-6072/10 posée par Raül Romeva i Rueda, Oriol Junqueras Vies et Ramon Tremosa
i Balcells
"Catalogne: verdict de la Cour constitutionnelle espagnole"
- (ii) n° E-6102/10 posée par Christophe Béchu
"Nouvelle réglementation sur les armes"
- (jj) n° P-6590/10 posée par Licia Ronzulli
"Proposition de directive sur les services de santé transfrontaliers"

3. Préparation de la session du Conseil "Agriculture et pêche" du 27 septembre 2010
 - Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des régions relative à la liberté pour les États membres d'accepter ou non les cultures génétiquement modifiées (Activités non législatives)
4. Paquet supervision financière
5. Projet d'ordre du jour de la prochaine période de session du Parlement européen à Strasbourg, du 20 au 24 septembre 2010
6. Relevé mensuel des actes adoptés par procédure écrite
 - a) Juin 2010
 - b) Juillet 2010
 - c) Août 2010
7. Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 2001/18/CE en ce qui concerne la possibilité pour les États membres de restreindre ou d'interdire la culture d'OGM sur leur territoire
8. Conseil de direction du Centre européen pour le développement de la formation professionnelle (CEDEFOP)
 - Nomination de M. James Joachim CALLEJA (MT), membre dans la catégorie des représentants des gouvernements
9.
 - a) Projet de règlement (UE) n° .../.. de la Commission du ... concernant les exigences pour la réception des dispositifs de dégivrage et de désembuage du pare-brise de certains véhicules à moteur et mettant en œuvre le règlement (CE) n° 661/2009 du Parlement européen et du Conseil concernant les prescriptions pour l'homologation relatives à la sécurité générale des véhicules à moteur, de leurs remorques et des systèmes, composants et entités techniques distinctes qui leur sont destinés
 - b) Projet de règlement (UE) n° .../.. de la Commission du ... concernant les exigences pour la réception du recouvrement des roues de certains véhicules à moteur et mettant en œuvre le règlement (CE) n° 661/2009 du Parlement européen et du Conseil concernant les prescriptions pour l'homologation relatives à la sécurité générale des véhicules à moteur, de leurs remorques et des systèmes, composants et entités techniques distinctes qui leur sont destinés
 - c) Projet de règlement (UE) n° .../.. de la Commission du ... concernant les exigences pour la réception relatives à l'emplacement et au montage des plaques d'immatriculation arrière des véhicules à moteur et de leurs remorques et mettant en œuvre le règlement (CE) n° 661/2009 du Parlement européen et du Conseil concernant les prescriptions pour l'homologation relatives à la sécurité générale des véhicules à moteur, de leurs remorques et des systèmes, composants et entités techniques distinctes qui leur sont destinés
 - d) Projet de règlement (UE) n° .../.. de la Commission du ... concernant les exigences pour la réception des dispositifs de remorquage des véhicules à moteur et mettant en œuvre le règlement (CE) n° 661/2009 du Parlement européen et du Conseil concernant les prescriptions pour l'homologation relatives à la sécurité générale des véhicules à moteur, de leurs remorques et des systèmes, composants et entités techniques distinctes qui leur sont destinés

II

10. Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil concernant la lutte contre le retard de paiement dans les transactions commerciales (Refonte) (Première lecture)7
11. Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 1999/62/CE relative à la taxation des poids lourds pour l'utilisation de certaines infrastructures (Première lecture)7
12. Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil concernant les droits des passagers dans le transport par autobus et autocar et modifiant le règlement (CE) n° 2006/2004 relatif à la coopération entre les autorités nationales chargées de veiller à l'application de la législation en matière de protection des consommateurs (Deuxième lecture)8
13. Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil concernant les nouveaux aliments et modifiant le règlement (CE) n° 1331/2008 et abrogeant le règlement (CE) n° 258/97 et le règlement de la Commission n° 1852/2001 (Deuxième lecture)8
14. Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil concernant l'information des consommateurs sur les denrées alimentaires8

1. Approbation de l'ordre du jour et des points "I"
doc. 13531/10 OJ/CRP1 31

L'ordre du jour provisoire susvisé est approuvé.

Le Comité approuve les points "I" tels que repris au sommaire du présent document et dont les détails se trouvent au(x) document(s) cités sous point 1. ci-dessus.

Coreper 1ère partie

II

- 10. Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil concernant la lutte contre le retard de paiement dans les transactions commerciales (Refonte) (Première lecture)**
- **(évent.) Approbation des textes de compromis en vue d'un accord**

The Presidency informed orally the Committee on the overall compromise agreement between the three Institutions achieved at the third trialogue which took place on 13 September.

- 11. Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil modifiant la directive 1999/62/CE relative à la taxation des poids lourds pour l'utilisation de certaines infrastructures (Première lecture)**
- **Examen de certains points en vue d'un accord politique**
doc. 13358/10 TRANS 223 FISC 91 ENV 562 CODEC 790

The Committee:

- examined the Presidency's compromise proposals included in the above mentioned document;
- supported the Presidency's approach on congestion and variation, even if certain aspects of the proposal will need to be further discussed during the (TTE) Council meeting on 15 October 2010;
- analysed new Presidency's proposals on earmarking.

The Presidency concluded that some technical parts of the compromise proposals will continue to be discussed at working party level and reiterated its intention to prepare a full political agreement for the (TTE) Council on 15 October 2010.

12. **Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil concernant les droits des passagers dans le transport par autobus et autocar et modifiant le règlement (CE) n° 2006/2004 relatif à la coopération entre les autorités nationales chargées de veiller à l'application de la législation en matière de protection des consommateurs (Deuxième lecture)**
- **Compte rendu de la Présidence sur le résultat du trilogue informel**

La Présidence informe le Comité des résultats du trilogue du 14 septembre 2010.

13. **Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil concernant les nouveaux aliments et modifiant le règlement (CE) n° 1331/2008 et abrogeant le règlement (CE) n° 258/97 et le règlement de la Commission n° 1852/2001 (Deuxième lecture)**
- **Compte rendu de la Présidence sur le résultat du trilogue informel**

La Présidence informe le Comité des résultats du trilogue du 14 septembre 2010.

14. **Proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil concernant l'information des consommateurs sur les denrées alimentaires**
- **Examen de questions-clés**
doc. 12547/10 DENLEG 73 AGRI 277 CODEC 726

The Committee examined the two issues submitted for its consideration.

On responsibility of food business operators, the Committee could in general accept the Presidency proposal (doc. 12547/10), with the addition of a new paragraph ("*Food business operators, within the businesses under their control, shall ensure compliance with the requirements of food information law which are relevant to their activities and shall verify that such requirements are met*") and of an explanation in Recital 21, both reinforcing the link between the proposed Regulation and the General Food Law.

Some delegations could not still agree to this approach.

Concerning the alcoholic beverages, the Committee could accept the Presidency proposal (doc. 12547/10) with keeping 5 years for the Commission's report (instead of 3 years as proposed by the Presidency) and the addition of an explanation of the objective of the report that would highlight the need to ensure the coherence with other European Union policies. Some delegations continued to insist that at least energy value of alcoholic beverages should be labelled.